

Capitalismes agraires

Économie politique de la grande plantation en Indonésie et en Malaisie

Stéphanie Barral



Économie politique

Stéphanie Barral

CAPITALISMES AGRAIRES Économie politique de la grande plantation en Indonésie et en Malaisie

Issu de la rencontre du colonialisme et de l'organisation capitaliste, des marchés et des entreprises, le modèle de la grande plantation, porté par une demande internationale en huile de palme, connaît depuis les années 1970 une expansion majeure en Asie du Sud-Est. En quarante ans, l'Indonésie et la Malaisie se sont imposées comme les géants de la production mondiale, avec plus de 80 % des surfaces plantées de la planète.

Comment cette hégémonie s'est-elle construite ? Comment les firmes de plantation sont-elles parvenues à gagner des millions d'hectares de forêt et à mobiliser des centaines de milliers d'ouvriers ? Quel rôle ont joué les politiques agricoles nationales et les spécificités des marchés de la terre et du travail de ces deux pays, l'un à forte dominante rurale (Indonésie), l'autre marqué par une industrialisation précoce et poussée (Malaisie) ? Enfin l'expansion de ce capitalisme de plantation peut-elle être régulée par la construction d'un label « huile de palme durable » associant ONG et firmes de plantation ?

Fruit d'une longue enquête par immersion dans des familles d'ouvriers agricoles, cet ouvrage montre les conditions d'émergence et de développement d'un capitalisme agraire au fort impact écologique et économique tant à l'échelle asiatique que mondiale.

Stéphanie Barral, docteure en sociologie de l'EHESS, est chargée de recherches à l'INRA au sein de l'UMR LISIS. Ses travaux portent sur les régulations politiques et économiques de l'agriculture contemporaine, notamment sur le lien entre marchandisation de la nature et agriculture.



Capitalismes agraires

Économie politique de la grande plantation en Indonésie et en Malaisie

Stéphanie Barral





Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Capitalismes agraires : économie politique de la grande plantation en Indonésie et en Malaisie / Stéphanie Barral. - Paris : Presses de Sciences Po, 2015.

ISBN papier 978-2-7246-1730-6 ISBN pdf web 978-2-7246-1731-3 ISBN epub 978-2-7246-1732-0 ISBN xml 978-2-7246-1733-7

RAMEAU:

- Agriculture : Aspect économique : Asie du Sud-Est

– Plantations : Indonésie– Plantations : Malaisie

- Palmier à huile : Cultures : Asie du Sud-Est

DEWEY:

– 306.3 : Comportements économiques

– 338.185 9 : Politiques agricoles : Asie du Sud-Est

La loi de 1957 sur la propriété individuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2015.

epuis une quinzaine d'années, des firmes agricoles transnationales s'implantent sur de vastes territoires, notamment dans les pays en voie de développement. Positionnées sur les marchés internationaux des matières premières, ces grandes unités de production sont les témoins du développement contemporain du capitalisme agraire et les marqueurs de l'empreinte de la mondialisation dans le secteur primaire. Les pays dits « émergents » deviennent la cible privilégiée d'investisseurs privés et de fonds souverains étatiques. Soucieux de peser sur les marchés internationaux des matières premières ou de sécuriser leurs approvisionnements, ils installent ou consolident de très grandes exploitations, orientées vers l'exportation.

Depuis les travaux d'Henri Mendras (1984 [1967]), la figure du paysan, puis celle de l'agriculteur ont dominé la sociologie rurale française. Mais depuis quelques années, les « agricultures de firme » (Hervieu et Purseigle, 2009) s'imposent comme objet de recherche fondamental pour appréhender les évolutions des productions agricoles et le développement d'un capitalisme agraire mondialisé. Sur la base des cas indonésiens et malaisiens¹, approchés par l'analyse des grandes plantations privées de palmier à huile, cet ouvrage s'en empare à son tour. Pour saisir les enjeux contemporains de l'agriculture capitaliste, il analyse la grande plantation, héritage de la période coloniale et modèle de production qui connaît une expansion contemporaine massive.

C'est en Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie et en Malaisie, que l'engouement pour cette production agricole de grande échelle s'impose : depuis les années 1970, les gouvernements de ces deux pays mènent des politiques musclées de développement des cultures d'export, notamment de caoutchouc et d'huile de palme, dont la production devient le lieu de grandes plantations agro-industrielles privées. Concernant le palmier à huile, les deux pays ont réussi à construire en quarante ans un secteur économique concentrant 80 % de la production mondiale. Les plantations couvrent des territoires équivalant à la moitié de la surface agricole utile française, et emploient régulièrement plus d'un million d'ouvriers. Cette situation d'hégémonie économique soulève la question des ressorts politiques et sociaux qui la sous-tendent. Sur cette base analytique, cet ouvrage propose une sociologie du capitalisme agraire. Il met en évidence les invariants du modèle de la grande plantation et les spécificités nationales dans lesquelles ils s'expriment.

L'historicité de la grande plantation est propice à l'étude de la construction de ce secteur économique puissant. Elle permet de penser les transformations connues, en lien avec les changements politiques qui ont encadré son évolution. Ce livre retrace l'histoire des plantations à partir de l'introduction du modèle de la grande plantation en Afrique et en Asie du Sud-Est au XIX e siècle (Gibbon *et al.*, 2014) jusqu'à la période contemporaine, en s'attachant à comprendre le rôle de l'État dans la structuration de ce secteur agro-industriel. Cela permet de replacer l'évolution des firmes dans le contexte d'un environnement institutionnel lui-même en construction, et d'interroger les conditions d'émergence et de stabilisation de la production agricole capitaliste. C'est donc l'analyse des liens entre États et organisations capitalistes qui constitue le fil directeur de cet ouvrage. Sous cet aspect, l'État est compris dans une double acception : celle d'une institution législatrice et régulatrice qui

encadre les firmes par des actions directes, et celle d'un acteur majeur de la construction sociale des marchés. Le développement du secteur des plantations est, quant à lui, envisagé sous l'angle de l'accès au foncier et de l'accès à la main-d'œuvre, deux aspects fondamentaux de la mise en œuvre de la production.

Les politiques et les législations publiques représentent le cadre dans lequel les stratégies des firmes s'inscrivent. Le contexte local des marchés de la terre et du travail fournit les variables qui permettent de confronter les trajectoires des ouvriers agricoles et les choix des dirigeants pour saisir les ressorts du dynamisme du capitalisme agraire. Les observations collectées à l'occasion d'études régionales dans des grandes plantations privées sont examinées au prisme de données nationales. La mise en relation de niveaux *micro*, *meso* et *macro* d'informations constitue le cœur de l'analyse du capitalisme de plantation. La comparaison des histoires sociales et politiques de l'Indonésie et de la Malaisie montre comment deux trajectoires spécifiques et éloignées conduisent à la construction d'une situation d'hégémonie économique.

— Trois foyers historiques de développement du capitalisme agraire

L'histoire du capitalisme met en évidence trois foyers historiques de développement du capitalisme agraire : l'Angleterre du xvi e siècle avec le mouvement des *enclosures*, les grandes exploitations céréalières d'Europe centrale et les plantations esclavagistes. Les cas européens, étudiés par Weber, Marx et Polanyi, constituent le modèle théorique à partir duquel l'analyse sociohistorique des plantations est ici construite. Si les trois auteurs voient dans l'émergence de rapports de production capitaliste au sein du secteur agricole le signe de la déstructuration avancée des liens communautaires villageois, l'étude contemporaine des liens sociaux structurant la vie des ouvriers dans les plantations témoigne plutôt d'une recomposition à l'œuvre, dans le cadre des relations salariales et ouvrières.

Le cas de l'Angleterre est analysé par Marx pour comprendre le passage de la société féodale à la société capitaliste, en cherchant les conditions de l'apparition du capital dans l'agriculture et dans l'industrie. Selon lui, le moteur de la transition se situe au sein même des rapports féodaux de production. La production marchande, se développant en leur sein, a entraîné leur dissolution et l'évolution vers des rapports capitalistes de production (Godelier, 1990). Dès le XVI ^e siècle, les seigneurs fonciers commencent à enclore les terres communales pour s'en réserver l'exclusivité. Cette progression de l'usage du droit privé du sol et l'extension des domaines seigneuriaux s'accompagnent de la marginalisation et de l'évincement de nombreux petits tenanciers condamnés à l'exode vers les villes, à la mendicité ou au salariat agricole. Ce mouvement d'enclosure connaît une propagation rapide au XVIII ^e siècle, grâce à la légitimation politique de ce nouveau rapport de propriété. L'Enclosure Act est en effet signé par la chambre des Communes, pour mettre fin à l'existence du droit d'usage des terres communales. Au milieu du XIX ^e siècle, environ 2 000 grands propriétaires se partagent le tiers des surfaces agricoles du pays, leurs domaines s'étendant de 100 000 à 400 000 hectares (Mazoyer et Roudard, 1997). Les terres communales converties en pâtures pour les moutons permettent le développement de la production et l'exportation de laine, dont le commerce est alors en expansion. Le secteur textile, important dans l'économie britannique du XVIII ^e et du XIX ^e siècle, devient l'un des moteurs de la domination économique de l'Angleterre pendant la Révolution industrielle². Polanyi (1983 [1944]) s'intéresse lui aussi au mouvement des *enclosures*, en ce qu'il constitue un élément prépondérant de la rupture entre État et développement économique pendant la Révolution industrielle, et qu'il entraîne la précarisation de nombreux sans-terre et ouvriers. La constitution d'un marché de la terre et celle, indissociable, d'un marché du travail représentent pour lui les fondements de la destruction de la société traditionnelle.

Fernand Braudel décrit un second foyer de développement du capitalisme agraire en Europe centrale. À partir du XVI e siècle, les seigneurs utilisent leur puissance locale pour intensifier le système de corvée, augmentant ainsi leur mainmise sur la production agricole commercialisée sur les marchés des régions occidentales de l'Europe (notamment à Amsterdam). Le nombre de jours de travail dus à chaque seigneur peut s'élever à six par semaine, étouffant les paysanneries locales et activant l'organisation de réseaux de commercialisation entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale. Cette dernière approvisionne ainsi pendant plusieurs siècles les puissances occidentales en grain et en bétail. Cette période, qui dure jusqu'au XVIII e siècle, est considérée par Fernand Braudel comme précapitaliste. C'est le moment où les seigneurs locaux, bien qu'ils ne contraignent pas la production agricole à une rationalisation économique et que la main-d'œuvre ne soit pas salariée, s'octroient le monopole des moyens de production ainsi que celui des moyens d'échange et de commercialisation. C'est à partir de 1820 que le basculement vers une production de type capitaliste se produit : les propriétaires terriens considèrent leur terre comme un capital qui nécessite une rigoureuse gestion. Aux serfs, dont l'efficacité au travail laisse à désirer, est préféré le salariat agricole. Après trois siècles de servage au service de réseaux de commercialisation capitalistes, un véritable capitalisme agraire émerge sur les territoires de la Pologne et de la Hongrie actuelles (Braudel, 1979).

Les premiers travaux sociologiques de Max Weber portent sur cette forme de capitalisme agraire. L'auteur s'intéresse à la situation des ouvriers agricoles de la partie orientale de l'Allemagne à la fin du XIX ^e siècle, décrivant les conséquences de l'évolution de l'organisation de type patriarcal de la production en organisation capitaliste. À la figure du paysan servile succède celle du salarié agricole au service d'une économie agraire capitaliste (Gerth, 2003 [1948]). Selon les schémas interprétatifs que Max Weber construit à partir de ses observations sur la structure agraire à l'est de l'Elbe, le développement capitaliste du pays et la concurrence internationale entraînent la destruction de la structure patriarcale traditionnelle. La salarisation des ouvriers, qui leur concède une plus grande liberté de mouvement, initie une vague d'exode rural des plus dotés vers les industries de l'ouest du pays, remplacés par des ouvriers polonais pauvres et peu payés. Au regard de cette polonisation de l'Est allemand, Max Weber conclut au péril de la Nation allemande et se positionne pour une politique interventionniste de réforme de l'agriculture. Ces analyses scientifiques et politiques montrent comment la situation des ouvriers agricoles représente pour Max Weber un point de départ pour la compréhension d'une économie politique mondiale (Mommsen, 1985 [1959]).

L'Europe préindustrielle devient donc l'un des berceaux du développement du capitalisme agraire. La littérature classique met en évidence deux dimensions expliquant le basculement d'une agriculture paysanne vers une agriculture capitaliste. D'une part, le rapport au foncier se transforme : avec sa concentration entre les mains d'une minorité (notamment *via* l'émergence des droits de propriété), il devient le support de la production capitaliste au service d'un projet d'économie politique national. Les analyses polanyiennes

insistent sur l'interdépendance de la création d'un marché de la terre, marchandise fictive immobile et de celle d'un marché de la main-d'œuvre, mobile, pour assurer la production capitaliste (Polanyi, 1944). D'autre part, le rapport au travail évolue : les paysans en situation de travail autonome doivent vendre leur force de travail à des seigneurs ou à des notables plus puissants. Polanyi comme Weber voient dans cette évolution une forme de destruction des structures traditionnelles. Le premier considère la déstructuration des communautés rurales poussées hors des terres et vers les villes. Le second analyse la destruction des structures de la domination traditionnelle patriarcale au profit d'un système capitaliste monétarisé qui confère une autonomie d'action plus grande aux salariés, bien que leur rémunération en soit diminuée. Dans les deux cas, le développement du capitalisme agraire est intrinsèquement lié à la révolution industrielle, l'évolution des structures de la production agricole libérant de la main-d'œuvre pour alimenter les industries naissantes.

Les grandes plantations de la zone intertropicale et d'Amérique du Nord, troisième figure historique du capitalisme agraire, sont elles aussi développées selon un modèle d'accaparement des terres et de détournement de la main-d'œuvre vers l'entreprise capitaliste. Bien que des formes primitives de plantations aient existé dans le pourtour méditerranéen à partir des Croisades (à l'est dans les pays musulmans mais aussi en Italie et au Portugal) jusqu'au xv e siècle, ce n'est que lorsque ces cultures à grande échelle sont importées dans la zone tropicale qu'elles connaissent un important développement. Elles reposent à l'époque sur l'exploitation d'une main-d'œuvre servile. Il faut attendre le xix e siècle et les mouvements abolitionnistes pour que le salariat devienne la forme de contractualisation de la main-d'œuvre.

Les premières grandes plantations sont mises en place au XVI e siècle dans les Antilles et sur le territoire de l'actuel Brésil, puis dans le sud de l'actuel territoire des États-Unis. Elles reposent sur un mode d'exploitation esclavagiste d'une main-d'œuvre principalement africaine. Pour Fernand Braudel, les grandes plantations sont des « créations capitalistes par excellence » (Braudel, 1979, p. 237) qui préfigurent la mise en œuvre d'un marché globalisé. En effet, bien que situées dans la zone intertropicale, tout y est commandé depuis l'Europe. Entreprises développées par des Européens, les plantations ont vocation à alimenter les marchés occidentaux en matières premières agricoles. Les planteurs et les techniques viennent d'Europe. C'est également depuis ce continent qu'on organise le transport de la main-d'œuvre esclave africaine alimentant les besoins en travailleurs jusqu'au succès des mouvements abolitionnistes du XIX e siècle (Vergès, 2007). Déplacements de populations et transferts de main-d'œuvre ont lieu à grande échelle. Déconnecté des réalités sociales et agricoles qui prévalent localement, le modèle de la grande plantation est plaqué sur des zones « vierges » ou des « fronts pionniers » à défricher. Il concerne diverses productions de matières premières destinées à l'exportation vers les métropoles coloniales : coton, canne à sucre, sisal, indigo, café, etc.

Deux éléments majeurs marquent l'histoire des grandes plantations au XIX ^e siècle, traduisant le basculement de systèmes esclavagistes vers une forme plus strictement capitaliste (Oudin-Bastide, 2005). Tout d'abord, le mouvement d'abolition de l'esclavage est suivi par l'émergence du travail forcé, qui induit une évolution de la mobilisation des travailleurs. Également fondé sur le châtiment corporel et la privation de la liberté de mouvement, le travail forcé diffère de l'esclavage en ce qu'il constitue une forme de salariat, et donc un premier élément de transition vers un fonctionnement capitaliste (Baak, 1991). Ensuite, les grandes plantations, auparavant gérées par des « planteurs »

propriétaires, sont progressivement intégrées et concentrées dans des firmes aux capitaux européens ou américains. Cette évolution s'accompagne d'une rationalisation des activités économiques et d'une formalisation de l'organisation du travail (Chandler, 1977, p. 64-67). La production est stimulée par la croissance de la consommation européenne et le développement des industries. Les plantations connaissent alors une expansion massive sur les territoires coloniaux puis postcoloniaux d'Afrique, du Pacifique et principalement d'Asie du Sud-Est (Wickizer, 1958 ; Barral, 2014).

Pour certains auteurs, les plantations constituent un « mode d'organisation particulier de la production de denrées agricoles impliquant des caractéristiques spécifiques en termes économiques, politiques, sociaux et culturels³ ». Ces caractéristiques sont : « la production pour le marché, l'intégration verticale de la main-d'œuvre, la prédominance du management dans toutes les sphères de la vie et de fortes relations avec l'État » (Baak, 1991, p. 4). Cette définition met en valeur les aspects liés à l'organisation du travail et à la gestion de la maind'œuvre. Historiquement, la figure du migrant est typique de ce modèle et se retrouve dans l'ensemble des régions de production. Le transport des migrants est organisé par les firmes (avec ou sans l'aide des États) pour combler les besoins en main-d'œuvre des plantations établies dans des régions forestières peu peuplées. Le recours massif aux migrants implique une forme particulière de prise en charge des besoins quotidiens des travailleurs, dont le caractère paternaliste se traduit a minima par la fourniture d'un logement et de soins médicaux. À partir d'un modèle d'organisation de la plantation relativement homogène, de profondes transformations apparaissent, en lien avec les trajectoires nationales empruntées par les jeunes États-nations qui s'émancipent de la tutelle occidentale après la seconde guerre mondiale.

Les caractéristiques de ce troisième foyer d'émergence du capitalisme agraire permettent de préciser certains aspects développés plus haut. Tout d'abord, le lien entre développement du capitalisme agraire et construction d'une économie mondialisée est plus évident. Si Max Weber voit dans l'intégration aux marchés mondiaux (notamment de matières premières agricoles) une nécessité pour renforcer la puissance nationale allemande et entrer en concurrence avec les autres nations industrialisées, c'est surtout une caractéristique structurelle des plantations. En ce sens, l'analyse du capitalisme agraire est un révélateur de l'économie politique des pays dans lesquels il se développe. En second lieu, les plantations coloniales sont emblématiques de la désorganisation des structures traditionnelles préexistantes de la société qu'entraîne le développement du capitalisme agraire. Ces systèmes de production sont des créations ex nihilo. Implantés dans des environnements forestiers, ils sont marqués par le caractère brutal de l'arrivée soudaine des colons et par le recours à une main-d'œuvre migrante, desquels découle la déstructuration de l'organisation villageoise antérieure. Cette désorganisation se traduit notamment par les changements successifs du statut du travail (de paysans à salariés, d'hommes libres à esclaves, d'esclaves à travailleurs forcés). Ces changements montrent l'évolution de l'autonomie de ces acteurs, entendue à la fois comme l'autonomie économique liée à la rémunération, l'autonomie contractuelle associée à plus ou moins de liberté et l'autonomie dans le procès de production, en lien avec la concentration des moyens de production et l'intégration à une organisation hiérarchique.

L'émergence du capitalisme agraire apparaît donc comme un puissant révélateur des dynamiques politiques et économiques nationales et mondiales, tout comme elle dévoile les transformations sociales que connaissent les sociétés traditionnelles qui basculent dans un système d'économie de marché. Cet ouvrage se situe dans la lignée de ces analyses. Il

retrace le développement d'une forme de capitalisme agraire pour en comprendre les interdépendances aux économies politiques dans lesquelles elle s'insère, et les articulations avec les changements structuraux que connaissent les groupes sociaux touchés par son émergence.

— Le succès économique des plantations de palmier à huile en Indonésie et en Malaisie

Les grandes plantations sont présentes dans une majorité des pays d'Asie du Sud, comprenant l'Inde, le Sri Lanka, les Philippines, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou encore la Thaïlande. C'est cependant en Indonésie et en Malaisie qu'elles sont les plus développées. Les grandes plantations y sont majoritairement orientées vers la culture du palmier à huile, les deux pays concentrant plus de 80 % de la production mondiale d'huile de palme (voir *supra*). Les surfaces plantées appartenant à des firmes s'élèvent à plus de dix millions d'hectares (BPS, 2013 ; MPOB, 2013). Elles reposent sur le travail salarié de plus d'un million d'ouvriers permanents. Au total, ce sont plus de 14 millions d'hectares de palmiers qui recouvrent les territoires indonésiens et malaisiens (9 millions en Indonésie et 5 millions en Malaisie), une partie de la production étant assurée par des entreprises étatiques et par de petits planteurs (indépendants ou contractualisant avec les compagnies) sur des surfaces bien inférieures à celles des grandes plantations (voir *infra*, photographies 1 et 2).

Photographie 1 : Vue aérienne d'une plantation de palmier à huile



Source : auteur.

Photographie 2 : Sous-bois d'une plantation de palmier à huile



Source: auteur.

L'histoire des plantations indonésiennes et malaisiennes connaît deux grandes périodes d'expansion. À partir de la seconde moitié du xix e siècle, la période coloniale voit l'introduction du modèle et son développement par les colons européens et américains. À cette époque, les plantations sont dédiées à la culture du tabac et du caoutchouc. La production est cantonnée au nord de l'île de Sumatra dans la colonie néerlandaise, et sur la péninsule malaise de l'autre côté du détroit de la Sonde dans la colonie britannique. Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'on observe un basculement dans les deux pays avec la volonté de développer les cultures d'export et notamment celle du palmier à huile. Selon des mécanismes spécifiques, et dans des contextes différenciés, les deux voisins parviennent en quarante ans à s'imposer comme les deux géants de la production mondiale. Les surfaces exploitées par les firmes en Indonésie passent de 400 000 hectares dans les années 1970 à plus de 5 millions aujourd'hui, faisant de ce pays le premier producteur et exportateur mondial. Le secteur emploie plus d'un million d'ouvriers permanents et autant d'ouvriers temporaires, soit environ 2 % du salariat indonésien. La Malaisie connaît une trajectoire proche, avec une expansion similaire des surfaces plantées, se plaçant au deuxième rang mondial.

Ce succès est principalement l'œuvre de grands groupes économiques cotés en bourse, dont les segments productifs sont très diversifiés. Ils exploitent des unités de plusieurs dizaines de milliers d'hectares, associées à des usines de transformation ainsi que des systèmes de recherche et de développement qui assurent l'intégration et la maîtrise de la

filière. Les groupes les plus puissants concentrent jusqu'à 500 000 hectares de plantations réparties sur l'ensemble des territoires indonésiens et malaisiens.

Les ressorts économiques de cet engouement pour la production d'huile de palme sont bien connus. L'expansion massive des surfaces plantées repose sur trois facteurs : la grande productivité à l'hectare de cette culture (les rendements en huile des plantations les plus productives s'élèvent jusqu'à douze tonnes d'huile à l'hectare, ce qui est dix fois supérieur aux autres productions oléagineuses courantes) ; les prix soutenus sur les marchés internationaux tirés notamment par la consommation chinoise et indienne (Bangun, 2006) ; les faibles coûts de production, notamment en Indonésie où le salaire journalier d'un ouvrier récolteur n'excède pas dix euros (voir *infra* tableau 1 et photographie 3).

Tableau 1 : Salaires moyens par secteur d'activité (2014)

	Ouvriers agricoles intérimaires	Ouvriers agricoles permanents	Ouvriers du secteur econdaire	Employés du secteur tertiaire
Indonésie	Entre 2 et 3 €/jour	Entre 100 et 250 €/mois	110 €/mois	-
Malaisie	-	240 €/mois	440 €/mois	580 €/mois

Source: BPS (2015); JPM (2014).

Photographie 3 : Jour de paie dans une plantation indonésienne



Source: auteur.

À l'inverse, les fondements sociaux et politiques de l'expansion massive des grandes plantations sont peu explorés. C'est l'objet de cet ouvrage que d'y remédier, et par ce biais éclairer un aspect des problématiques contemporaines de l'agriculture mondialisée. À la fois symboles de l'actualité du capitalisme dans la production agricole et cibles d'une critique environnementaliste forte portée par des organisations non gouvernementales (ONG) dans les arènes internationales, les plantations de palmier à huile cristallisent trois types d'enjeux : politiques avec la capacité des États à encadrer et réguler les firmes transnationales ; sociaux avec les inégalités sociales associées au développement capitaliste ; environnementaux avec la déforestation inhérente à la mise en place de plantations. En analysant les liens entre firmes et États, mis en évidence par les trajectoires des ouvriers agricoles, cet ouvrage propose d'en cerner les grandes tendances.

— Le capitalisme agraire dans la tradition sociologique

Historiquement, à la suite de Karl Marx et de Max Weber, la tradition sociologique est centrée sur la compréhension du capitalisme, tel qu'il se déploie depuis la révolution industrielle. Les deux auteurs s'interrogent sur les liens entre la communauté paysanne et le développement du capitalisme. De nombreux travaux de Marx portent sur les mécanismes

historiques de la transition entre féodalisme et capitalisme en Europe, ainsi que sur la définition de la paysannerie comme classe sociale et comme communauté (Marx, 1969 [1851]). L'expansion du commerce mondial est selon lui le moteur de l'abolition des rapports féodaux et, dans le domaine agricole, le mouvement de dissolution à l'œuvre mène à trois formes de réorganisation de la production agricole. La rente en argent, substituée à la rente en nature, peut être réappropriée par les paysans, devenus propriétaires de leurs terres et de leurs moyens de production. À ce mode de production parcellaire s'oppose l'apparition du fermier capitaliste, dépendant des propriétaires et participant à la disparition des paysans au profit de l'ouvrier salarié. Entre les deux, des formes hybrides intermédiaires comme le métayage ou le fermage non capitaliste sont imaginées (Godelier, 1991).

Dans son ouvrage *Économie et société dans l'Antiquité*, Weber (2001 [1909]) s'intéresse au fonctionnement des grands domaines antiques et notamment à leur rationalité, par l'étude de leur comptabilité. Comparant les pratiques antiques et capitalistes en ce domaine, il conclut que la forme de la propriété explique la gestion médiocre des grands domaines antiques. Le fait que les grands propriétaires fonciers soient ignorants des logiques de l'agriculture et ne s'intéressent qu'aux rentrées d'argent provenant de la vente de produits spécifiques (huile, vin) explique pourquoi ils n'accordent aucun crédit aux propositions d'amélioration des domaines, qui requièrent une vision à long terme de la gestion de l'outil de production. Si les travaux antérieurs de Weber sur les grandes exploitations féodales à l'est de l'Elbe révèlent en quoi le modèle de la petite exploitation est voué à la stagnation, l'auteur montre ici la déficience de la tenue du domaine agricole romain, affirmant ainsi la supériorité de la rationalité de l'entreprise capitaliste (Bresson *et al.*, 2004).

À l'inverse, dans la tradition ruraliste française, imprégnée de la sociologie d'Henri Mendras, la figure du paysan domine l'ensemble des travaux de la seconde moitié du xx e siècle. Annonçant la fin des paysans dans un livre éponyme (1984 [1967]), Henri Mendras propose un modèle d'analyse des communautés rurales définies par leur opposition à la société globale. Seuls les notables des communautés rurales, en contact avec le reste de la société, sont les vecteurs de l'innovation. Bien qu'à ce modèle descendant d'appropriation des savoirs ait ensuite été opposé un modèle interactionniste d'apprentissage et d'innovation (avec les travaux de Jean-Pierre Darré et de son équipe⁴), cette évolution interroge la persistance d'un cloisonnement entre, d'une part, l'analyse de la figure du paysan, de l'agriculteur et de l'exploitation agricole, et d'autre part, celle de la firme et du capitalisme agraire. Les grands thèmes qui les structurent ont longtemps été le basculement de la communauté paysanne vers le métier d'agriculteur, l'évolution du caractère familial de la production et celle de la structuration des campagnes. Jusque dans les années 2000, la firme, absente du paysage productif français, est également absente des travaux de sciences sociales. Ce ne sont que les récentes évolutions agricoles (avec le développement de formes sociétaires de production agricole en France et l'accaparement foncier par des firmes et des fonds souverains dans les pays émergents) qui ont stimulé la réorientation des travaux de sociologie rurale vers l'analyse des formes capitalistes de production, ainsi qu'un rapprochement disciplinaire avec les courants de la sociologie du travail, de la sociologie économique ou encore de l'économie institutionnelle⁵. Pour Frederick Buttel et Howard Newby (1980), ces considérations ne sont pas uniquement représentatives de la sociologie française mais d'un courant qui traverse toute l'Europe. Les auteurs soulignent que si la prédominance de l'analyse des moteurs du développement des secteurs industriels et des milieux urbains est une constante dans les travaux européens, les chercheurs américains ne partagent pas cette vision d'un monde rural marginal ou arriéré. L'agriculture américaine, industrialisée de manière bien plus précoce qu'en Europe, est un secteur tout autant considéré que les autres (Fitzgerald, 2003). Cet aperçu des différentes orientations fondant les courants européens et américains de la sociologie rurale invite à rester prudent sur l'opposition souvent opérée entre agriculture familiale et agriculture capitaliste, considérées comme deux modèles qui s'excluent l'un l'autre.

Les grands thèmes qui structurent les travaux précédemment cités font sens pour analyser le capitalisme de plantation, et ils sont le support de la réflexion menée. Marx, Weber, Braudel ou encore Polanyi soulignent la dissolution et la destruction de rapports féodaux, communautaires ou patriarcaux avec l'émergence d'organisations relevant du capitalisme agraire. Certes, le passage de la communauté rurale à l'organisation capitaliste constitue l'un des fondements du développement du capitalisme agraire. Mais plutôt que sur la dissolution totale de l'un dans l'autre, il convient de s'interroger sur la recomposition de la communauté dans la société qui surgit de cette rencontre. La dimension comparative de cet ouvrage met ainsi en évidence le fait que l'hybridation des logiques communautaires et des logiques capitalistes est modelée par le système d'économie politique dans lequel elle se développe. Une attention particulière est portée au rôle des États et des marchés. Elle montre comment le régime de croissance dans lequel est intégrée la production capitaliste est lié à l'expression de logiques communautaires ou non, et comment les politiques de l'État, sectorielles, foncières ou encore sociales participent à l'émergence d'une agriculture capitaliste et d'une agriculture familiale coexistantes. Pour mettre en œuvre cette économie politique de la plantation, il faut saisir conjointement les régulations nationales et internationales qui s'exercent sur les firmes, et ce pour deux raisons : parce que leur existence prend racine dans la période coloniale et parce qu'elles font aujourd'hui face au mouvement d'écologisation des marchés internationaux dans lesquels elles sont intégrées, associé à la mise en politique de la notion de développement durable.

Pour mettre en œuvre cette réflexion, cet ouvrage propose une sociologie de la condition ouvrière qui alimente une analyse sur le dynamisme du capitalisme de plantation en prenant en compte le rapport au travail et le rapport au foncier. En effet, la mobilisation de la main-d'œuvre et l'accès au foncier sont les pierres angulaires du développement du capitalisme de plantation. Qu'elles reposent sur un recours au travail servile, forcé ou libre, les plantations sont mises en place dans des régions de colonisation agricole pionnières caractérisées par l'absence de main-d'œuvre. Les problématiques de contrôle de la maind'œuvre y sont prégnantes, et certains aspects montrent le lien qu'elles entretiennent avec la question foncière : si elles concernent à la fois l'organisation du recrutement d'une maind'œuvre migrante et sa mise au travail (Thomson, 1935 ; Breman, 1990b ; Rutherford, 2001; Duncan, 2002; Daviron, 2010), la stabilisation de la main-d'œuvre peut reposer sur l'octroi de lopins de terre (Stoler, 1985 ; Breman, 1990a). Par ailleurs, les conflits fonciers sont historiquement présents dans les plantations, en Indonésie notamment (Pelzer, 1978), et la gestion des conflits avec les populations autochtones spoliées de leurs droits fonciers peut aujourd'hui aboutir à leur recrutement comme travailleurs agricoles dans les plantations.

— Le capitalisme agraire : penser conjointement la firme, l'État et le marché

Le capitalisme de plantation se caractérise par une dimension historique ancrée dans la période coloniale et par son expansion contemporaine massive. La persistance et le renforcement de ce modèle de production posent la question de la construction politique de son hégémonie économique. Les firmes agro-industrielles productrices d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie sont les cas d'étude choisis dans cet ouvrage pour alimenter la réflexion sur les conditions d'émergence et de développement du capitalisme agraire. Outre les déterminants économiques, bien connus, du succès de cette industrie, quels sont les ressorts politiques et sociaux qui font de la firme agro-industrielle l'organisation dominante du secteur de la production d'huile de palme ? Dans quel environnement institutionnel et dans quelle configuration sociale et politique évoluent-elles ? Quel est le rapport de force qui les lie aux organisations avec lesquelles elles sont en interdépendance ? Ces questionnements sont abordés sous l'angle de la sociologie économique, dont l'objet est de mettre en relation les formes de la régulation étatique, la structuration des marchés et les stratégies des firmes, dont l'unité analytique repose sur l'étude des relations salariales au sein des plantations. Il s'agit de rendre intelligibles les conduites des ouvriers agricoles et des dirigeants en les replaçant dans le cadre plus large de l'évolution historique des plantations. Pour cette raison, l'analyse confronte une dimension historique et une dimension empirique. Elle se situe dans la lignée de la sociologie compréhensive wébérienne, pour laquelle il importe de comprendre la singularité historique des sociétés.

L'évolution historique des plantations est envisagée sous l'angle du rapport à l'État et du rapport aux marchés de la terre et du travail. Le caractère instituant de l'État dans l'économie de marché, fondement de la sociologie économique depuis les travaux de Polanyi (1983 [1944]), s'exprime par plusieurs mécanismes. Les gouvernements étatiques peuvent façonner les marchés de trois façons : par la définition et l'application de lois et de règlements bureaucratiques (définition de politiques fiscales, de politiques salariales, de politiques de concurrence) ; par des interventions directes sur les marchés ; par le développement d'infrastructures, le financement de l'éducation ou le développement de politiques d'assistance (Fligstein, 2001). Neil Fligstein insiste et ce point est important pour mener l'analyse du gouvernement de firmes d'origine coloniale sur la nécessité de considérer le rôle de l'État, mais aussi celui des institutions publiques et privées dans le soutien des entrepreneurs. Cette piste invite à prendre en compte ici, non seulement les États, mais aussi le rôle des chefferies locales, les rapports métropoles/colonies, ou encore, dans la période récente, les ONG.

Au sein du système légal et réglementaire, le gouvernement des firmes peut s'exprimer de manière indirecte par une orientation de la structure des marchés à laquelle la stratégie des firmes est adossée. Celle-ci découle non pas de la mobilisation d'outils juridiques coercitifs mais d'instruments d'action publique. C'est un moyen d'orienter les relations entre la société politique et les industries, qui peut traduire des mécanismes de domination d'une échelle de régulation sur l'autre, ou échapper à ses créateurs, provocant des effets inattendus (Lascoumes et Le Galès, 2004). On peut aussi imaginer que différents instruments de gouvernement peuvent entrer en concurrence, entraînant encore des biais dans le fonctionnement des dispositifs. Ceci invite à penser l'action des États sur les marchés, sans considérer uniquement les marchés de la terre et du travail agricole, mais en anticipant la possibilité d'interdépendances et de conséquences indirectes par interventions sur d'autres marchés.

Le questionnement de cet ouvrage fait écho à une tradition de recherche sur les capitalismes asiatiques qui s'interroge sur les ressorts de l'émergence des pays asiatiques

sur la scène économique internationale et sur les conditions de leur maintien sur le long terme (Lafaye de Micheaux, 2014). Si les premiers travaux différencient le capitalisme asiatique des autres formes de capitalisme (Amable, 2005), depuis 2010, ils sont rapidement complétés par d'autres qui insistent sur la diversité des capitalismes asiatiques. Les premiers écrits sont fondés sur les cas du Japon et de la Chine qui, par la croissance spectaculaire et prolongée qu'ils connaissent, attirent l'attention. Puis, en 2012, Yuji Harada et Hironori Tohiyama proposent une typologie des capitalismes asiatiques : ils distinguent le capitalisme-cité de Singapour et Hong Kong ; le capitalisme semi-agraire insulaire de l'Indonésie et des Philippines ; le capitalisme industriel tiré par le commerce (Malaisie, Thaïlande) ; le capitalisme continental mixte (Chine) ; le capitalisme tiré par l'innovation (Japon, Corée, Taïwan). Autant de catégories qui soulignent un attachement aux spécificités nationales, tout en proposant d'en préciser certains aspects par la confrontation à une analyse régionale, historique et sectorielle du capitalisme agraire dans deux pays d'Asie du Sud-Est.

Si ces travaux empiriques montrent la diversité des formes de capitalisme en Asie, en lien avec l'historicité de l'État et la spécificité de chaque unité nationale, d'autres approches, dans une dimension plus théorique, proposent une construction idéal-typique de l'État développementaliste, assemblée à partir d'approximations relatives aux fonctionnements étatiques en Asie. En premier lieu, Johnson (1982) conceptualise le développementalisme autour de plusieurs propositions fondamentales : l'autorité de l'État dans la relation État/marché et donc dans la coordination des marchés ; le rôle central de la bureaucratie dans l'expression de la volonté de l'État. L'industrialisation objectif central des États développementalistes qui cherchent à rattraper activement et stratégiquement le retard qu'ils connaissent par rapport aux pays occidentaux est pensée comme découlant d'un régime hybride d'imposition d'une volonté étatique autoritaire associée à la définition de droits privés (et notamment de droits de propriété) pour orienter et soutenir les acteurs économiques. Il s'agit donc d'un État fort qui oriente le développement économique par sa capacité à définir et à réaliser des plans ciblés sur des objectifs sectoriels, à manipuler les ressources rares, à résister aux pressions de la société civile. Précisément, l'expression de ces éléments dans le cadre du secteur de l'huile de palme sous-tend la réflexion menée ici et oriente la compréhension du capitalisme agraire contemporain. Le renouveau des travaux sur le développementalisme, à l'œuvre depuis les années 2000⁶ et faisant suite à la crise asiatique de 1997-1998, montre les recompositions des institutions, des politiques et des instruments étatiques vers des régimes d'action renouvelés, notamment dans les liens entretenus avec les firmes. Ces éléments de réflexion nourrissent une attention particulière portée dans cet ouvrage à l'évolution des cadres de régulation du capitalisme, nationaux et transnationaux, historiques et contemporains.

Pour cela, notre enquête est centrée sur la relation salariale. Des études de cas menées dans six grandes plantations indonésiennes selon les préceptes de l'observation participante ont conduit à la construction d'une typologie des expériences vécues par les ouvriers, à laquelle sont associés les choix des dirigeants, et donc les stratégies des firmes en termes de politiques sociales. L'enquête empirique a été menée en Indonésie pendant un an, de 2010 à 2011. Elle a consisté en l'étude de la condition ouvrière dans six grandes plantations privées, appartenant à quatre groupes économiques différents, situées dans les provinces de Sumatra Nord, Riau, Bengkulu et Kalimantan Est. Par l'observation participante, méthode de production de données ancrée dans la tradition anthropologique et fondée sur un principe d'immersion au sein des groupes sociaux étudiés, un important *corpus* de données a pu être

collecté. Quatre séjours chez des familles ouvrières ont permis de rassembler des données sur les pratiques et sur les représentations en lien avec l'engagement dans le salariat et les initiatives économiques individuelles. Ils ont été complétés par des entretiens avec d'autres employés des plantations (contremaîtres, assistants, managers, directeurs, responsables de programmes sociaux, responsables syndicaux, médecins, etc.) et avec des personnes ressources telles que des chefs de village ou encore des commerçants.

La typologie des trajectoires s'articule autour de trois dimensions de la vie ouvrière : le rapport à l'emploi, le rapport au travail et le rapport aux solidarités locales. Le rapport à l'emploi ou, en d'autres termes, le rapport à l'État social en tant que fournisseur de protections sociales n'est pas très structurant dans les grandes plantations privées. En Indonésie, il n'existe pas de régime de protection généralisée, et le droit du travail légitime le caractère paternaliste des firmes : fournir un logement, des soins médicaux ou un lieu de culte représente une obligation légale. Le rapport au travail qui peut s'entendre comme l'ensemble des relations au sein de l'entreprise a été centré sur le caractère paternaliste des firmes, en s'attachant à observer l'empreinte des compagnies dans la vie privée des familles ouvrières. Enfin, le rapport aux solidarités de proximité met en perspective les deux rapports précédents. Les familles ouvrières sont moins dépendantes des firmes si elles tirent une part de sécurité de leur environnement proche. Ainsi, l'entraide ou les échanges économiques informels traduisent la mobilisation de liens sociaux localement hors de l'entreprise. Les protections qui en découlent confèrent une part d'autonomie aux ouvriers. Elles peuvent jouer en leur faveur dans le rapport de force que les familles ouvrières entretiennent avec les supérieurs hiérarchiques.

Cet ouvrage contient six chapitres qui retracent le développement du capitalisme agraire et des cadres de sa régulation politique depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Le chapitre 1 analyse les premiers pas du capitalisme de plantation pendant la période coloniale (de 1860 à 1930) dans les colonies britannique et néerlandaise. À cette période, les planteurs constituent les figures pionnières du développement des marges des colonies au service des métropoles alors en plein boom industriel, tandis que les *coolies*, ou travailleurs forcés, subissent une violence hiérarchique racisée que les gouvernements coloniaux laissent impunie.

La période des indépendances, analysée dans le chapitre 2, montre comment le projet économique des plantations est détourné au profit des États-nations en construction, alors que les mouvements syndicaux ouvriers, s'ils sont entendus pour un temps, sont ensuite rapidement mis au pas par les gouvernements. Ceux-ci affirment alors le soutien politique aux élites économiques et le projet développementaliste des deux pays.

Les chapitres 3 et 4 développent les grandes politiques économiques malaisiennes et indonésiennes. En Malaisie, la *New Economic Policy* constitue l'instrument majeur de la construction nationale : l'industrialisation précoce du pays, au service de laquelle est placé le secteur agricole, s'associe à un objectif de réduction des inégalités envers les Malais. Le secteur agricole est encadré d'une poigne de fer par la constitution de schémas de colonisation réservés aux populations rurales malaises jusque dans les années 1990, décennie à partir de laquelle la libéralisation des politiques agricoles et le développement de plantations privées s'accompagnent d'une dépendance accrue à une main-d'œuvre étrangère, pour partie en situation illégale, et sans protection sociale.

En Indonésie, le capitalisme agraire reste périphérique à la stratégie économique de l'Ordre nouveau jusque dans les années 1980. Si l'État indonésien légitime le développement agricole par l'institution du droit foncier qui sous-tend la colonisation des terres aux dépens

des populations locales, et par l'institution du droit du travail qui autorise la contractualisation de centaines de milliers d'ouvriers migrants, le marché de la terre et le marché du travail sont les facteurs explicatifs principaux des trajectoires des ouvriers. Ceux-ci oscillent entre enrichissement et ascension sociale dans les régions où les terres sont abondantes, et précarisation de l'avenir dans les régions où la colonisation foncière est avancée.

Fort de cette analyse structurelle des expériences vécues des ouvriers, le chapitre 5 propose une monographie des habitations ouvrières indonésiennes afin de caractériser ce qui, dans la vie quotidienne des familles ouvrières, construit leur attachement à la firme : quelle que soit la situation économique, l'intrusion du monde du travail dans la vie privée et le gouvernement des âmes et des corps des ouvriers instituent un mode de relation au caractère totalisant et difficilement opposable.

Enfin, le dernier chapitre confronte l'économie politique indonésienne et malaisienne, reconstruite tout au long de l'ouvrage, au récent processus d'élaboration d'un standard volontaire de bonnes pratiques environnementales et sociales, la table ronde de l'huile de palme durable (*Roundtable on Sustainable Palm Oil* ou RSPO). Il montre en quoi les mécanismes de régulation de l'État-nation souverain constituent des moteurs bien plus puissants d'encadrement des dynamiques sociales des firmes de plantation que les instruments de ces nouvelles formes de régulation transnationales.

- 1. Le terme « malaisien » se réfère à la Fédération de Malaisie. Le terme « malais » se rapporte, quant à lui, à l'ethnie malaise. L'ouvrage distingue donc ce qui concerne la Nation malaisienne et les groupes sociaux malais.
- 2. Les données statistiques industrielles anglaises du xvIII^e siècle ne permettent que de grossières approximations sur les performances sectorielles de l'époque. Pour autant, les historiens de l'Angleterre estiment que la production lainière domine l'économie du pays à partir des années 1740, jusque dans les premières décennies du xIX^e siècle, ce secteur pouvant alors représenter le tiers du produit industriel britannique. Progressivement, il se voit supplanté par le développement de l'industrie cotonnière (la croissance des importations de coton brut varie de 10 à 25 % par an des années 1770 à 1803 [Markovitch, 1976]).
- 3. Définition issue d'une conférence sur les plantations capitalistes en Asie coloniale postesclavagiste qui s'est tenue à Amsterdam en 1990 (Baak, 1991).
- 4. Voir Darré (1985).
- 5. Voir les travaux du projet « Agrifirme » financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et coordonné par François Purseigle (www.agrifirme.fr/).
- 6. Pour une synthèse des débats, voir le numéro spécial, « Vers un renouveau de l'État développeur en Asie ? », Critique internationale, 63, avril-juin 2014

Domaine Économie politique

Dirigé par François Bafoil

Capitalismes asiatiques et puissance chinoise Diversité et recomposition des trajectoires nationales Collection Académique Pierre Alary et Elsa Lafaye de Micheaux (dir.) (2014)

Théories de l'économie politique internationale Cultures scientifiques et hégémonie américaine Stéphane Paquin Collection Références (2013)

China innovation inc.
Des politiques industrielles aux entreprises innovantes
Collection Académique
Romain Bironneau (dir.) (2012)

Capitalismes émergents Économies politiques comparées, Europe de l'Est et Asie du Sud-Est Collection Académique François Bafoil (2012)

L'Européanisation des services publics Collection Bibliothèque du Citoyen Pierre Bauby (2011)

La Grande Transformation du capitalisme japonais Collection Références Sébastien Lechevalier (2011)

Géographie économique de l'Europe centrale Recomposition et européanisation des territoires Collection Références Gilles Lepesant (2011)